



communiqué

Date Le 8 mai 1987

Nº 090

Pour publication

LES MINISTRES WILSON ET CARNEY PARTICIPERONT À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE LES 12 ET 13 MAI 1987

L'honorable Michael Wilson, ministre des Finances, et l'honorable Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, participeront à la réunion ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui se tiendra à Paris les 12 et 13 mai. Les ministres des 24 pays de l'OCDE discuteront des perspectives de la croissance économique, de l'agriculture, de la politique commerciale et de l'ajustement structurel.

M. Wilson prononcera la déclaration liminaire du Canada. Il y traitera des préoccupations que soulèvent les derniers développements, dont les révisions à la baisse des prévisions de croissance de l'OCDE, ainsi que la persistance d'importants déséquilibres au chapitre des budgets et des comptes avec l'étranger. M. Wilson soulignera en outre l'importance de poursuivre la coordination des politiques économiques, comme l'indique l'accord du Louvre du 22 février, compte tenu notamment des pressions qu'exercent sur le système commercial les déséquilibres sous-jacents des politiques macro-économiques et structurelles.

L'agriculture figurera cette année en priorité à l'ordre du jour de la réunion. Les ministres se pencheront sur les résultats d'une importante étude de l'OCDE exposant les problèmes dans ce secteur. Les ministres canadiens souligneront la nécessité d'une action urgente et collective pour s'attaquer aux politiques nationales et commerciales qui sont à l'origine de la crise à laquelle font actuellement face les agriculteurs canadiens sur les marchés mondiaux. Ils chercheront à faire approuver par l'OCDE un ensemble de principes que le Canada a proposés dans le but d'amener les politiques agricoles nationales à mieux

.../2

répondre aux forces du marché. Le Canada a toujours mis ce thème en relief dans les forums internationaux auxquels il a participé, notamment à la réunion des ministres du GATT tenue du 22 au 24 mars au lac Taupo en Nouvelle-Zélande, aux réunions des comités intérimaire et du développement du FMI, tenues les 9 et 10 avril, et à la réunion quadrilatérale des ministres du Commerce (États-Unis, CEE, Japon et Canada), tenue du 24 au 26 avril au Japon. (On trouvera en annexe les principes exposés par M^{me} Carney au lac Taupo). Des progrès à la réunion ministérielle de l'OCDE pourraient constituer une base solide pour la réunion ministérielle du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux, qui aura lieu à Ottawa du 21 au 23 mai, et pour les discussions sur l'agriculture au Sommet économique, lequel se tiendra à Venise du 8 au 10 juin 1987.

Le Canada cherchera aussi à mettre à profit cette réunion ministérielle de l'OCDE pour donner de l'élan à la Ronde Uruguay des négociations commerciales multilatérales (NCM), qui est en cours à Genève. Les NCM ont un rôle critique à jouer dans la libéralisation du commerce et la lutte contre la montée du protectionnisme, qui menace sérieusement le système commercial multilatéral. M^{me} Carney pressera ses homologues de prendre sans tarder les mesures qui s'imposent pour mettre à jour, renforcer, élargir et libéraliser le GATT afin de l'adapter aux besoins d'aujourd'hui et de demain. Elle les exhortera également à résister à la tentation à court terme que représente le protectionnisme, car cela pourrait compromettre les négociations.

NOTE D'INFORMATION SUR L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est le forum au sein duquel les représentants des gouvernements des pays industrialisés échangent de l'information sur les économies nationales et se consultent sur les solutions à apporter aux questions internationales de politique économique, commerciale et sociale. Le Conseil de l'OCDE, formé des 24 États membres dont le Canada, se réunit une fois l'an au niveau ministériel. Des comités et groupes de travail tiennent des réunions régulières tout au long de l'année. Le secrétaire général de l'OCDE est M. Jean-Claude Paye qui, à l'occasion de sa dernière visite au Canada en octobre 1986, a été reçu par le gouverneur général, le premier ministre et un certain nombre de ministres, dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre des Finances et le ministre du Commerce extérieur.

Pour le Canada, une des grandes fonctions de l'OCDE est de constituer un forum permettant aux nations industrialisées d'en arriver à un consensus, besoin qui se fait particulièrement sentir dans le domaine agricole. La réunion ministérielle de l'an dernier a fortement contribué à attirer l'attention de tous les participants sur les problèmes agricoles. Depuis lors, les Comités du commerce et de l'agriculture de l'OCDE ont remis aux ministres un rapport final fondé sur l'excellent travail analytique réalisé par le Secrétariat; la discussion de cette année devrait de ce fait être beaucoup plus axée sur l'action.

Sur le front de la politique commerciale, l'OCDE peut se révéler un instrument d'analyse utile et favoriser l'établissement d'un consensus à l'appui de la Ronde Uruguay. Les services, les mesures d'investissement et les droits de propriété intellectuelle liés au commerce sont actuellement des questions prioritaires.

L'OCDE est mieux connue, peut-être, pour le travail économique général qu'elle accomplit et qui fait autorité. Ses analyses économiques comparatives fournissent une norme objective permettant aux divers pays de mesurer leur propre performance économique. À cet égard, la Perspective économique semi-annuelle de l'OCDE et l'examen annuel de l'économie canadienne se sont révélés précieux. Étant donné les récentes révisions à la baisse des perspectives de croissance, la

réunion ministérielle de cette année s'attachera aux moyens de redonner de la vigueur à l'activité économique dans tous les pays de l'OCDE.

Un important rapport de l'OCDE sur l'ajustement structurel et la performance économique a été achevé cette année, et plusieurs comités de l'OCDE l'ont examiné ces derniers mois. Il réunit, sous diverses rubriques, dont le commerce, l'agriculture, la formation, la recherche, les marchés du travail et la politique sociale, un grand nombre d'analyses sur l'ajustement. Les ministres discuteront notamment des recommandations de politique élaborées à partir de ce rapport.

PRINCIPES PROPOSÉS PAR LE MINISTRE CARNEY AU LAC TAUPO

1. Ajuster les politiques agricoles en fonction des lois du marché.
2. Éviter que le soutien apporté au secteur agricole n'encourage la production, c'est-à-dire soutenir les fermiers et non pas la production agricole.
3. Geler et chercher à réduire les mesures d'aide gouvernementale qui faussent les cours mondiaux.
4. Éviter d'imposer de nouvelles barrières à l'importation qui ne soient pas prévues par la législation actuelle.
5. Mettre en oeuvre ces principes fondamentaux selon une approche collective.